À CUBA, UN « GÉNOCIDE SILENCIEUX » ?

jeudi 29 octobre 2026 | Anne Cauwel Lecture 19 min.

https://www.medelu.org/A-Cuba-un-genocide-silencieux



Un génocide, un génocide silencieux, un génocide qui ne dit pas son nom… Près de neuf millions de femmes, d'hommes et d'enfants cubains subissent un génocide au ralenti. Certes, on n'ignore pas ici combien il faut être vigilant sur l'emploi de ce terme – « génocide » – parfaitement défini dans le droit international, mais que certains osent encore contester contre toute évidence pour le peuple palestinien [1]. On le reprendra sciemment après que les députés démocrates nord-américains Mark Pocan (Wisconsin), Teresa Leger Fernandez (Nouveau-Mexique), Maxime Dexter (Oregon) et Delia Ramirez (Illinois), de retour d'un séjour à Cuba effectué du 9 au 13 juillet 2026, l'aient choisi pour qualifier le blocus imposé à l'île par leur pays [2].

Auparavant, le Tribunal international contre le blocus de Cuba, qui s'est tenu au Parlement européen en 2023, dans sa sentence du 17 novembre, concluait déjà que ce blocus, infligé intentionnellement à un peuple entier, pouvait être assimilé à un génocide [3].

Faut-il retracer l'histoire de ce blocus ininterrompu, annoncé par Washington dès 1960 dans le but proclamé d'affaiblir l'économie cubaine pour provoquer *« famine, désespoir et renversement du gouvernement »,* blocus régulièrement renforcé par des mesures comme les lois Torricelli (1992) et Helms Burton (1996), tout en menant une guerre médiatique totale contre Cuba ?


OFFICE OF THE HISTORIAN

Home | Historical Documents | Department History | Guide to Countries | More Resources | About Us

Home › Historical Documents › Foreign Relations of the United States, 1958–1960, Cuba, Volume VI › Document 499

FOREIGN RELATIONS OF THE UNITED STATES, 1958–1960, CUBA, VOLUME VI

499. Memorandum From the Deputy Assistant Secretary of State for Inter-American Affairs (Mallory) to the Assistant Secretary of State for Inter-American Affairs (Rubottom)[1]

Washington, April 6, 1960.

SUBJECT

The Decline and Fall of Castro

Salient considerations respecting the life of the present Government of Cuba are:

1. The majority of Cubans support Castro (the lowest estimate I have seen is 50 percent).
2. There is no effective political opposition.
3. Fidel Castro and other members of the Cuban Government espouse or condone communist influence.
4. Communist influence is pervading the Government and the body politic at an amazingly fast rate.
5. Militant opposition to Castro from without Cuba would only serve his and the communist cause.
6. The only foreseeable means of alienating internal support is through disenchantment and disaffection based on economic dissatisfaction and hardship.

If the above are accepted or cannot be successfully countered, it follows that every possible means should be undertaken promptly to weaken the economic life of Cuba. If such a policy is adopted, it should be the result of a positive decision which

CUBA

Preface
List of Sources
List of Abbreviations
List of Persons
Cuba (Documents 1–629)
Inauguration by the U.S. Government of a policy to weaken the Cuban economy, April–July 1960 (Documents 499–548)
Index
Errata

Mémorandum du sous-secrétaire d'Etat assistant Lester Mallory au sous-secrétaire d'Etat pour les Affaires interaméricaines Roy R. Rubottom (6 avril 1960) : *« Le seul moyen prévisible de saper le soutien interne [à Fidel Castro] est de susciter le désenchantement et la désaffection en s'appuyant sur le mécontentement économique et les épreuves subies. »*

Mémorandum du sous-secrétaire d'Etat assistant Lester Mallory au sous-secrétaire d'Etat pour les Affaires interaméricaines Roy R. Rubottom (6 avril 1960) : *« Le seul moyen prévisible de saper le soutien interne [à Fidel Castro] est de susciter le désenchantement et la désaffection en s'appuyant sur le mécontentement économique et les épreuves subies. »*

Alors que, depuis des lustres, le gouvernement des États Unis punissait banques et entreprises de toutes nationalités opérant avec Cuba, il a, depuis près d'une année, intensifié le blocus économique, commercial et financier en l'étendant à un embargo énergétique qui vise toujours à provoquer un changement de régime. Le 29 janvier 2026, Donald Trump signait un décret imposant des droits de douane aux pays qui vendraient du pétrole à Cuba – rebaptisée « menace pour la sécurité nationale des Etats-Unis » ! Aucun pays n'a osé l'enfreindre, par peur des représailles [4]. *« Depuis janvier 2026, la situation est devenue plus cruelle et dangereuse, avec l'instauration d'un blocus énergétique qui, par l'intimidation et la coercition, interdit à tous les pays d'exporter du carburant vers Cuba, ce qui*

équivaut à un blocus naval qualifié en droit international d'acte de guerre », explique avec raison le gouvernement cubain.

Les pressions exercées par les États-Unis sont telles que l'entreprise espagnole Telstar a récemment refusé de vendre à un particulier, citoyen d'un pays du nord de l'Europe, une pièce que celui-ci entendait envoyer à l'Hôpital orthopédique Frank Pais de La Havane pour réparer un appareil indispensable aux examens médicaux. Sept chaînes internationale hôtelières ont cette année abandonné l'île, dont elles géraient 46 % des installations, parmi lesquelles les espagnoles Meliá (15 établissements) et Iberostar (12 sur les 18 qu'elle administrait), la canadienne Blue Diamond Resorts (62 hôtels) et l'indonésienne Archipelago International (6 installations). Air France, Ibéria et les compagnies aériennes canadiennes ont suspendu leurs vols vers La Havane. Cet été encore, un navire de la Compagnie maritime d'affrètement-Compagnie générale maritime (CMA-CGM), troisième entreprise mondiale de transport maritime en containers, devait apporter à Cuba une cargaison, fruit d'une collecte solidaire ; il l'a déchargée sans explication à Kingston (Jamaïque), cédant lui aussi à la pression nord-américaine, ce qui ne dut pas être trop pénible à son dirigeant Rodolphe Saadé, également propriétaire de médias tels que BFM TV ou RMC.

Quels sont les effets du blocus, en particulier pétrolier, depuis le début de l'année 2026 ? Des coupures de courant durant 20 à 22 heures par jour, onze unités thermoélectriques sur quinze étant immobilisées ; des équipements médicaux et hospitaliers hors d'état de fonctionner ; des ambulances immobilisées ; 100 000 patients dont 12 000 enfants sur des listes d'attente, sans dates prévues d'interventions chirurgicales ; des services tels que le ramassage des ordures interrompus. Le transport et toutes les activités qui en découlent sont fortement perturbés, voire suspendus. Les produits de base manquant, les prix explosent du fait des pénuries et le salaire moyen ne permet plus de couvrir les besoins élémentaires.

Incrédule lorsqu'est évoqué devant lui un génocide subi par le peuple cubain, un jeune homme croisé dans une mobilisation pour la Palestine réagit : *« Mais, là-bas, les gens ne meurent pas, quand même ! »* Si, ils meurent ! Des patients décèdent du cancer – dont le taux de survie a chuté de 85 % à 65 %, faute de médicaments et d'équipements ; la mortalité infantile – auparavant la plus basse du

continent, inférieure non seulement à celle des États-Unis mais même à celle du Canada – a presque triplée : cela signifie plus de mille bébés décédés. Des opérations chirurgicales sont réalisées à la lumière des téléphones portables ; faute de médicaments, que Cuba ne peut plus ni importer ni fabriquer, des patients ne reçoivent plus l'attention indispensable à leur survie,

Le premier mai, un autre décret de Trump étendait les mesures coercitives aux secteurs financier, minier et énergétique clés de Cuba. Le 2 septembre des sanctions étaient imposées à une société importatrice de pétrole. Selon le rapport que Cuba présentera à l'ONU fin octobre, le blocus a causé des pertes de plus de 8 milliards de dollars entre mars 2025 et février 2026**,** les dommages cumulés s'élevant à 179 milliards de dollars [5].

Trump et son secrétaire d'Etat « Narco » Rubio [6] affirment que Cuba est un refuge pour les forces étrangères hostiles *« qui menacent les États-Unis »* et, en conséquence, menacent régulièrement l'île d'une attaque militaire. Le déplacement vers la Floride d'importants contingents de l'armée nord-américaine au cours du mois de septembre laisse craindre que la menace régulièrement brandie ne soit prochainement mise à exécution. Trump l'a lui-même déclaré : *« Je ne pense pas que nous puissions exercer davantage de pression sur eux, à moins d'intervenir et de détruire cet endroit ! »*

De nouvelles mesures adoptées fin septembre visent maintenant le secteur privé, alors que celui-ci se développe dans le cadre de l'effort de transformation mené au cours des dernières années pour rétablir et améliorer la situation économique [7]. *« Ces actions contre le secteur privé cubain démontrent clairement que la seule intention des États-Unis est de causer un maximum de souffrance à notre peuple et de limiter la mise en œuvre des transformations économiques et sociales »,* a déclaré le président de la République Miguel Díaz Canel.

L'administration étatsunienne exerce également avec succès une pression sur les gouvernements qui faisaient appel aux missions médicales cubaines. Constituant une importante source de devises, celles-ci ont contribué au prestige mondial de cette petite île de la Caraïbe capable d'avoir mené plus de 600 000 missions dans près de 160 pays. Au cours de l'année 2026, la Jamaïque, le Guatemala, le

Honduras figurent parmi les pays qui ont renvoyé les missions médicales cubaines. A l'inverse, le cas de la Calabre est intéressant : en effet, cette région pauvre d'Italie en reçoit depuis longtemps. Soumis en début d'année à une forte pression de l'ambassadeur des États-Unis en Italie, le gouverneur de Calabre, un homme de droite, a répondu en substance : *« Envoyez-moi 300 médecins américains et je renverrai les Cubains ! »* Et il n'a pas cédé. Le Département d'État a bloqué le paiement des salaires des praticiens, mais ceux-ci sont néanmoins jusqu'à présent restés en Calabre.

Les représentants cubains ont vigoureusement réagi au discours mensonger et insultant de Trump traitant Cuba d'*« Etat totalement défaillant »* lors de la 81e session de l'assemblée générale des Nations unies – discours qui a provoqué la sortie de la délégation cubaine comme celui de Benyamin Netanyahou a provoqué la sortie de soixante-dix-sept délégations. La situation actuelle de Cuba n'est en effet pas l'échec d'un système, mais la conséquence de la politique d'une superpuissance utilisant tous les moyens à sa disposition pour empêcher une petite nation de fonctionner normalement. Ainsi, pratiquement empêché d'échanger avec le reste du monde, le peuple souffre non seulement de la pénurie de transport, d'énergie, d'eau potable, de nourriture, de soins adéquats mais même d'activité : le tourisme, vers lequel Cuba avait choisi d'orienter son économie, a chuté drastiquement, divisé par six au cours des deux dernières années, en raison des pressions US et de la peur inculquée aux touristes potentiels de se rendre dans un pays *« où plus rien ne fonctionne ».* Du fait du retrait des chaînes hôtelières précédemment évoqué, 25 000 emplois sont directement menacés. Pas une semaine ne passe sans qu'un nouveau train de mesures coercitives ne soit annoncé, au point qu'il serait vain de les énumérer, cet article devant très rapidement et en permanence être réactualisé.

À cette réalité d'une vie quotidienne rendue presque intenable par l'intensification du blocus, comment réagissent les Cubains ?

Le peuple cubain est un peuple conscient de sa propre Histoire, ce en quoi il ressemble au peuple haïtien, également fier d'avoir vaincu la plus grande armée du monde de l'époque en menant la première guerre d'indépendance du continent américain [8]. L'une des grandes marques d'intelligence de Fidel Castro a été, en 1959, d'ancrer la

Révolution victorieuse dans les racines de l'Histoire cubaine, essentiellement par la référence omniprésente à José Martí [9]. Avec cet héritage et celui d'autres grandes figures, à commencer par Carlos Manuel de Cespedes [10], s'établit une continuité entre les luttes passées et la Révolution de 1959, laquelle forge une identité nationale revendiquée et assumée de résistance à l'oppression. C'est davantage dans l'éthique qui sous-tend cette identité nationale dont le maître mot est « souveraineté » que dans l'attachement au modèle socialiste ou communiste d'organisation de la société que réside la force du peuple cubain ; ou peut-être serait-il plus juste de dire que les deux se confondent et se rétro-alimentent mutuellement.

Dans leur majorité, donc, les Cubains sont animés par la fierté qu'ils tirent de leur histoire : n'ont-ils pas déjoué les invasions militaires comme celle de Playa Giron (la baie des Cochons) et les attentats contre leurs leaders ? Ils ont contribué à la fin de l'apartheid ; à la libération de plusieurs pays africains du joug colonial ; à la lutte contre les épidémies (Ebola et COVID), ou contre l'analphabétisme avec les missions « Yo, si ! puedo ! ». Cette conscience d'être un peuple qui pratique l'internationalisme et une solidarité désintéressée est une force psychique qu'un occidental peut avoir du mal à concevoir faute de l'expérimenter, mais elle est indéniable. L'exemple le plus impressionnant en est sans doute l'accueil de milliers d'enfants victimes de l'accident de la centrale atomique de Tchernobyl en 1986 ; Cuba les a reçus, soignés et éduqués. Un ami racontait il y a quelques années que, rencontrant la femme-médecin cubaine responsable du traitement de ces milliers d'enfants, il lui avait dit : *« Mais ils sont ukrainiens et maintenant l'Ukraine est un pays qui, sur la scène internationale, a des positions opposées à celles de Cuba ! Pourquoi continuez-vous à les aider ? »* Le regardant droit dans les yeux, la femme-médecin lui avait répondu doucement : *« Et les enfants sont responsables de ça peut-être ? »* [11].

Plus de soixante ans de blocus ont rodé les Cubains à imaginer des solutions alternatives, à inventer, à réparer, à recycler. C'est grâce à cette ingéniosité que roulent encore des voitures américaines des années 50 ! Il n'est pas rare, depuis des décennies, de voir dans les rues de la Havane une de ces somptueuses carcasses, capot ouvert, le propriétaire à côté, chalumeau à la main, occupé à fabriquer une

pièce défectueuse. Aujourd'hui circulent d'innombrables mototaxis munis d'un panneau solaire placé au-dessus de l'habitacle où prennent place les passagers. Alors, après de telles prouesses, il faudrait aujourd'hui se soumettre à un Donald Trump et à un « Narco » Rubio ?



La Havane de la « débrouille » permanente (photos Maurice Lemoine).

Pour autant, et quelle que soit la force de la résistance, personne

ne songerait à nier que la situation s'est dégradée au point de devenir presque intolérable.

Environ deux millions de Cubains ont choisi le chemin de l'exil (phénomène d'ailleurs commun aux pays de la Caraïbe du fait des difficultés que tous connaissent, même s'il est évidemment plus marqué à Cuba). Beaucoup aimeraient le faire pour assurer l'avenir de leur famille s'ils en avaient les moyens financiers. Une fraction du peuple supporte les souffrances et les privations avec fatalisme. Une part notable *n'en peut plus* et, sans toujours le dire, accepterait sans doute *n'importe quel* changement – à l'exception d'une intervention militaire – pour peu qu'il mette un terme aux difficultés et aux souffrances de la vie quotidienne. Une petite partie est sensible aux moyens mis en place par les États-Unis pour influencer l'opinion. Mais, malgré les énormes financements que l'administration nord-américaine consacre à créer et maintenir des associations de la « société civile », des réseaux sociaux et des « médias libres » opposés au « régime », aucun mouvement massif ne surgit de cette dite « société civile » pour « renverser le gouvernement » – alors que le millième de ces privations mettrait des millions de protestataires dans les rues de n'importe quel pays occidental.

Les Cubain(e)s ont leur franc-parler et nombreux sont ceux qui émettent des critiques sur leur gouvernement ou sur le système économique, y compris ceux qui expriment des réserves, voire sont hostiles à l'ouverture au marché que constituent les mesures économiques annoncées par le gouvernement en juin 2026. Mais l'immense majorité n'a aucune envie de renverser le pouvoir, très consciente que ses souffrances sont causées par le gouvernement nord-américain. Il est d'ailleurs remarquable que, ni avant la disparition de Fidel Castro il y a dix ans ni depuis, le peuple cubain n'a confondu le gouvernement et le peuple étatsuniens, ni n'a manifesté d'animosité contre ce dernier.

« On m'appelle El Flaco [le maigre] *»*, confie en souriant le travailleur d'un restaurant. Un autre qui passe à ce moment-là et entend, intervient : *« Moi aussi, je suis El Flaco »* ; et un troisième : *« Nous sommes tous des flacos à cause de la malnutrition ! »* Puis les trois éclatent de rire. Une manière bien cubaine de traiter la situation par l'humour…



***« Flaco »* des campagnes (photo Anne Cauwel [A.C.]).**

Chacun trouve en soi-même les ressources pour « tenir » : un guitariste d'une maigreur effrayante qui représente à Santa Clara l'Union nationale des écrivains et artistes de Cuba (Uneac) confie que souvent il se désespère. *« Et que fais-tu alors ? » « Je prends ma guitare et je joue, je joue, je joue !!! »* Un guide touristique fait revivre à un groupe l'épisode du déraillement du train blindé qui fut décisif pour assurer la victoire des guérilleros sur la dictature de Fulgencio Batista. A quelques-uns de ceux qu'il accompagne, il dit son angoisse de rentrer chez lui, le soir, et de ne pas savoir s'il y aura de quoi dîner ; il a ses filles et ses vieux parents à sa charge : *« Parfois je n'en peux plus… » « Alors ? » « Alors je viens seul, la nuit, au monument du Che ; je me remémore ce qu'ont vécu les combattants de l'Armée Rebelle, leur courage, leur abnégation ; je ne peux pas ne pas être à la hauteur !* "Y voy recapacitando" [12] *»*

La meilleure manière de « tenir » est, pour les révolutionnaires, de réagir à la situation en agissant : ainsi, les Jeunes communistes se sont donné pour mission d'aller de maison en maison pour parler

avec les habitants, s'enquérir des problèmes spécifiques auxquels chacun est confronté et y apporter autant que possible des solutions. Ne pas rester dans la position de victime passive est un puissant moteur moral, déjà mis en œuvre pendant l'épidémie de Covid, quand les étudiants en médecine étaient chargés de visiter chaque foyer pour connaître l'état de ses membres et prendre ou recommander les dispositions opportunes. Solidarité à l'échelle du voisinage, solidarité intergénérationnelle : pratique commune pour ce peuple qui n'est pas devenu un amas de consommateurs et de clients – le communisme et le blocus lui-même les en ont épargnés !

« Il pourra y avoir un black-out énergétique, mais il n'y aura pas de blackout culturel », peut-on entendre à l'occasion. Quand il n'est plus possible d'ouvrir les cinémas ou les salles de théâtre, ce sont les habitants qui sortent leurs instruments de musique et improvisent un concert sur une place, où les voisins viennent danser ; c'est la dame qui possède un ordinateur et qui, à l'heure où il y a de l'électricité, le pose sur une table devant chez elle tandis qu'une vingtaine de personnes se rassemblent pour regarder un film ; ce sont les écrivains qui continuent à écrire des livres, les compositeurs à composer, les danseurs à danser, les gens à lire. Comme les maisons sont étouffantes sans ventilateur, les citadins vivent dehors et tuent le temps dans d'interminables parties d'échecs ou de dominos autour desquelles on se regroupe et on discute, avant d'aller s'allonger sur les toits pour bénéficier de la relative fraîcheur de la nuit…



Partie de dominos dans la Vieille Havane (A.C.).



Partie d'échecs sur le Paseo Prado, à La Havane (A.C.).

Malgré la conjoncture, les Cubains mettent un point d'honneur à recevoir leurs visiteurs avec beaucoup d'égards, à maintenir un certain décorum, à montrer qu'en dépit du blocus il y a encore un État qui fonctionne. Lors du récent colloque en hommage au centenaire de Fidel Castro, et en particulier le jour de son anniversaire – alors qu'il est mort depuis dix ans –, où avait lieu une cérémonie, on aurait pu craindre une succession de longs discours. Tout au contraire : après une intervention assez brève du président de la République, le rideau du théâtre s'est levé ; est apparue sur scène *« la Colmenita »* – « la petite ruche » –, troupe de théâtre composée d'enfants qui a présenté aux 1 500 spectateurs un spectacle d'une qualité, d'une allégresse, d'une inventivité éblouissantes. L'après-midi, une centaine d'enfants, leurs mamans, et la centaine d'Européens d'une Brigade de solidarité ont partagé un immense gâteau vert et blanc – pied-de-nez aussi élégant que gourmand à Trump, à Rubio, au malheur et aux privations.





Enfants de la Colmenita et gâteau d'anniversaire (A.C.).

Enfants de la Colmenita et gâteau d'anniversaire (A.C.).

De telles souffrances sont infligées au peuple cubain par un Empire, nord-américain, qui viole ouvertement l'intégralité du droit international. Pourtant, en France, le thème de Cuba est totalement absent. Ni dans les médias, ni même dans les rassemblements estivaux de la gauche, Cuba n'est mentionnée. Comment un pays ayant démontré à quel point il était solidaire de tous les peuples et subissant ce qui s'apparente à un génocide peut-il être à ce point oublié ?

Il est très difficile de parler de Cuba d'une manière positive pour trois raisons au moins. En premier lieu, le mensonge selon lequel ce

pays est une dictature, avec un gouvernement et un système économique ayant échoué – *« el Estado fallido »* de Trump et Rubio –, est passé dans les consciences. A cet égard, il est édifiant de regarder les questions proposées à qui veut s'informer sur Internet. Celle de Google est : *« Quel est le nom du dictateur actuellement au pouvoir à Cuba ? »* La réponse est *évidemment* Diaz Canel. On ne trouve pas l'équivalent d'une telle question pour d'autres pays.

La seconde raison est que la solidarité avec Cuba passant traditionnellement par les partis communistes, elle est est passée, dans l'hexagone, par le Parti communiste français (PCF). Or celui-ci n'existe quasiment plus, suicidé par ses dirigeants. De son côté, la France Insoumise (LFI) n'ose pas vraiment reprendre le flambeau. En septembre, Jean-Luc Mélenchon a osé brièvement évoquer Cuba dans son discours à la Fête de l'Humanité, sans faire plus dans le contexte d'une période électorale imposant la « prudence » à l'international et le recentrage sur des thématiques nationales. Même le très populaire (à gauche !) maire de Saint-Denis, Bally Bagayoko, lors de la visite du pape, le 24 septembre, évoquant le génocide en Palestine, a ajouté d'autres peuples souffrants – Soudan, République démocratique du Congo (RDC) – sans mention de Cuba.

Il existe une autre raison, plus triste peut-être… Cuba n'est pas spectaculaire ! A juste titre, la Palestine l'est devenue et est entrée dans nos imaginaires avec les images quotidiennes des bombardements, des corps éclatés, des enfants hurlant de douleur amenés en ambulance ou portés à bras par des voisins qui courent éperdument vers un hôpital, des familles autour des cadavres. Il ne s'agit pas ici d'introduire ce qui serait une indécente concurrence victimaire. Mais que peut-on peut voir de Cuba ? Que peut-on voir de ses vies fauchées ? Que peut-on voir des Cubains mourant, debout, d'inanition ?

Gaza, sans les bombes !

Que peut-on voir, sinon La Havane, dans l'obscurité de la nuit ?

La gauche du Parlement européen a organisé à Bruxelles, le 30 septembre et le 10 octobre 2026, une rencontre intitulée « Cuba si, bloqueo no ! ». Jan Fermon, secrétaire général de l'Association internationale des avocats démocrates, y a montré comment le blocus affecte non seulement Cuba mais aussi la souveraineté européenne :

alors que l'UE dispose d'un mécanisme légal qui lui permettrait d'ignorer le blocus, elle s'y soumet sans broncher. L'eurodéputée Emma Fourreau a résumé la position de ce groupe parlementaire : *« Cuba n'est pas une menace, le blocus si ! »*

Depuis 1992, l'Assemblée générale de l'ONU condamne chaque année cette asphyxie programmée. Elle l'a encore fait ce mercredi 28 octobre par l'intermédiaire de 130 voix favorables contre 17 « non » et 25 abstentions. Mais, si les résolutions se succèdent, les sanctions demeurent. Selon le coordonnateur de l'ONU à Cuba, Francisco Pichon, le durcissement des mesures américaines fait désormais peser un risque d'effondrement humanitaire.

Que peut-on faire pour Cuba ?

D'abord s'informer. Puis participer à l'une des nombreuses collectes organisées par diverses associations, locales, nationales (Cuba Coopération France, Cuba Si, France Cuba) ou internationales comme MediCuba-Europa, réseau européen regroupant des associations et des ONG de treize pays qui unissent leurs efforts pour garantir que l'accès aux soins gratuit soit maintenu dans l'île. Et… aller à Cuba, pendant qu'on peut encore le faire ! Le voyage depuis l'Europe est certes onéreux, mais les séjours dans l'île organisés par l'Institut cubain d'amitié entre les peuples (ICAP) [13] ne le sont pas, comparés à d'autres destinations touristiques à qualité égale de services.

Allez découvrir par vous-même la réalité de ce pays, si décrié par la plupart des grands médias et des pouvoirs en place, mais qui demeure pour une partie de l'humanité un exemple de résistance à l'impérialisme et qui est à coup sûr un exemple de résilience inouï. Mesurez par vous-même combien cette guerre menée unilatéralement par le gouvernement des États Unis contre un peuple est perfide.

Cuba Coopération France
https://don.cubacoop.org/Faire-un-don

MediCuba-Europa
https://www.medicuba-europa.org/

France Cuba
https://www.facebook.com/francecuba/
francecubaparis@gmail.com

Cuba Si
https://www.facebook.com/groups/CubaSiFranceInfos/posts/
cubasifrance@wanadoo.fr

France Amérique latine 33 (Bordeaux)
https://www.fal33.org/les-projets-de-solidarite/

Cuba Linda (voyages chez l'habitant)
https://www.cuba-linda.com/

À voir, prochainement, le documentaire d'Hernando Calvo Ospina sur les missions de santé cubaines : ***À la chasse aux blouses blanches. Le long bistouri de Washington*** – ? Bande-annonce

---

Illustration : Ridiculopathy, CC0, via Wikimedia Commons

---

[1] Pour qu'il y ait crime de génocide, il faut qu'il y ait une volonté de détruire tout ou partie d'un groupe national, ethnique, racial ou religieux en tant que tel. Sont ainsi concernés le meurtre de membres d'un groupe, des atteintes graves à leur intégrité physique ou mentale, leur soumission intentionnelle à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle, des mesures visant à entraver les naissances, ou le transfert forcé d'enfants du groupe.

[2] Pramila Jayapal (Etat de Washington) et Jonathan Jackson (Illinois) qui les avaient précédés en avril, avaient dénoncé le blocus comme « une punition collective » affectant toute la population de l'île.

[3] Lire *Denuncia de un crimen : Memorias del Tribunal Internacional contra el bloqueo a Cuba, Bruselas, 2023,* Ocean Sur, La Havane, 2024. Voir également le documentaire *Culpables* (en espagnol), réalisé par la cinéaste cubaine Yaimi Ravelo et produit par Resumen latinoamericano (Buenos Aires) : https://www.youtube.com/watch?v=5Mw5hmfTcpo

[4] Fournisseur solidaire de l'île, le Venezuela a dû cesser ses livraisons, contraint et forcé, lorsqu'à la mi-2025 une imposante flotte US s'est installée face à ses côtes, lui imposant un blocus total, prélude à l'intervention militaire du 3 janvier 2026. Le Mexique a brièvement pris le relais avant de devoir renoncer sous le chantage et les menaces de Washington. Depuis plus de dix mois, la Russie est le seul pays qui a osé, une seule fois, envoyer un pétrolier à Cuba ; cette cargaison a permis à l'île de recevoir du pétrole correspondant à ses besoins pendant… huit à dix jours. Le 2 octobre, le gouvernement des États Unis a annoncé que ses garde-côtes avaient intercepté en septembre et dévié vers le Mexique le « Grace » qui transportait du pétrole pour Cuba.

[5] Sources : gouvernement cubain et article de Raul Antonio Capote, « Washington, des mensonges et la dignité de Cuba », Resumen Latinoamericano, Buenos Aires, 23 septembre 2026.

[6] Marco Rubio est ainsi rebaptisé en raison de liens familiaux avérés avec le narcotrafic.

[7] En juin, l'Assemblée nationale du pouvoir populaire de Cuba a adopté un vaste plan « historique » de 176 mesures économiques

visant à assurer l'ouverture au secteur privé et aux mécanismes du marché. Cuba s'inspire en cela du Vietnam et de la Chine. Lire Christophe Ventura, « Vers une révolution économique à Cuba ? Quelles perspectives ? », Institut des relations internationales et stratégiques (IRIS), Paris, 25 juin 2026.

[8] L'indépendance d'Haiti a été proclamée le 1er janvier 1804 par Dessalines après une guerre révolutionnaire de treize années au terme de laquelle l'armée napoléonienne fut défaite par les esclaves de la colonie française de Saint Domingue.

[9] José Martí (né en 1853, mort en 1895 à la bataille de Do Rios) : homme politique, diplomate, philosophe, penseur, écrivain, journaliste et poète ; fondateur du parti révolutionnaire cubain. Considéré dans l'île comme un héros national, apôtre de la lutte pour l'indépendance.

[10] Carlos Manuel de Cespedes : né en 1819, mort en 1874, premier président de la République de Cuba en Armes.

[11] Cuba a accueilli et soigné plus de 26 000 victimes de la catastrophe de Tchernobyl, principalement des enfants, entre 1990 et 2011. Lire : « Les enfants de Tchernobyl à Cuba, une histoire jamais racontée », Cuba coopération France – https://cubacoop.org/Les-enfants-de-Tchernobyl-a-Cuba-une-histoire-jamais-racontee-1-4 Voir également le documentaire argentin *Tarara* réalisé par Ernesto Fontan en 2021 : https://www.youtube.com/watch?v=N2uRGuEaE_Y

[12] « Je me reprends, je récupère. »

[13] L'ICAP a été récemment « sanctionné » par les Etats-Unis.

Anne Cauwel **1 article(s) publié(s)**